



SEPTEMBRE 2015

## PCF/pôle Écologie

Hervé Bramy

Valérie Goncalves

PARIS CLIMAT 2015-PÉTITION

<http://www.pcf.fr/71505>

## UNE FÊTE POUR L'HUMANITÉ

La Fête de l'Humanité, les 11, 12 et 13 septembre prochains, va lancer un large appel pour la réussite de la conférence des Nations unies pour le climat. Elle fera en sorte que celle-ci devienne une grande affaire populaire, et non enfermée entre chefs d'État et de gouvernement décidant de nos vies communes.

Notre planète a besoin tout à la fois de la justice sociale, de la justice écologique, de la démocratie et de la paix. Ce sera l'objet de plusieurs grands débats dans la Fête.

Celle-ci sera elle-même conçue selon des objectifs écologiques : réduction des déchets, aucune utilisation d'énergie carbonée, recours à des LED sur les scènes musicales, ébauche d'une économie circulaire, recyclage, collecte des surplus alimentaires pour des associations caritatives, etc. Le film *Human* de Yann Arthus-Bertrand sera diffusé en avant-première et en simultané à la Fête et au siège des Nations unies. Au-delà, de nombreux débats viendront alimenter la nécessaire réflexion sur la préservation de notre humanité commune.

Préserver l'humanité du réchauffement climatique, protéger l'environnement et la biodiversité, défendre et promouvoir une agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire, modifier les systèmes productifs et de consommation, permettre l'approvisionnement énergétique pour tous en sortant des carburants fossiles, améliorer les transports et la vie en ville, tout en défendant un aménagement humain de tous les territoires, appelle une métamorphose révolutionnaire de nos sociétés et du monde.

Un monde commun pour l'humain et la nature. Voici un grand enjeu de civilisation qui sera au cœur de la Fête pour l'humanité.

**Patrick Le Hyaric**  
directeur de l'Humanité  
député européen



MAUVAISE nouvelle BONNE

en Suisse, l'association *Eco Pop* demandait lors d'un référendum «au nom de l'environnement» que l'immigration soit limitée à 0,2% de la population par an : elle a été battue par 75% des votants

au Brésil, Katia Abreu, grande propriétaire terrienne en Amazonie et représentante du puissant secteur agro-alimentaire, a été nommée ministre de l'agriculture : la déforestation va se poursuivre !

### dans ce numéro

- 2• **Faire cause commune pour ouvrir le chemin d'une nouvelle civilisation écologique**  
par Lydia Samarbakhsh, responsable des Relations internationales du PCF
- 3• **Quand le pape parle d'environnement**, par Pierre Dharreville, responsable de la commission *Laïcité et relation avec les croyants*, secrétaire départemental des Bouches-du-Rhône  
**Marquer le terrain de la COP 21**, par François Cosserat, président du MNLE (Mouvement national de lutte pour l'environnement)
- 4• **actualités** : événements - informations - à lire et à diffuser - livres et publications

contact :  
[jyoudom@pcf.fr](mailto:jyoudom@pcf.fr)  
01 40 40 11 59

Lydia Samarbakhsh



responsable  
des Relations  
internationales  
du PCF

## faire cause commune pour ouvrir le chemin d'une nouvelle civilisation écologique

La lutte contre le réchauffement climatique est un défi mondial qui ne se gagnera à moyen et long terme qu'à deux conditions essentielles : d'abord, la mise en œuvre de décisions fondées sur les principes d'équité, de justice et de solidarité internationale ; ensuite, la volonté de s'engager résolument sur le chemin de nouveaux modes de développement émancipés des dogmes de compétitivité et de profitabilité.

Les pays ne sont pas égaux devant le dérèglement climatique du fait de leur géographie, ni du fait de leur niveau de développement. Les solutions à mettre en œuvre appellent par conséquent la conception de stratégies environnementales et écologiques novatrices, soucieuses de satisfaire les besoins humains et sociaux, de garantir le droit universel à l'énergie et de lutter contre les inégalités ; des solutions qui apportent plus de soutien à ceux qui en ont le plus besoin, qui mettent plus à contribution sont qui ont le plus de moyens, qui encouragent la coopération et l'entraide, et qui permettent à tous de respecter leurs engagements, notamment en matière de réduction de gaz à effets de serre. Des solutions, enfin, qui devraient aussi remettre en cause les logiques dominantes dans les pays les plus développés et industrialisés, questionnent les modèles actuels de développement, de croissance et de production, et dessinent la perspective d'une nouvelle civilisation écologique.

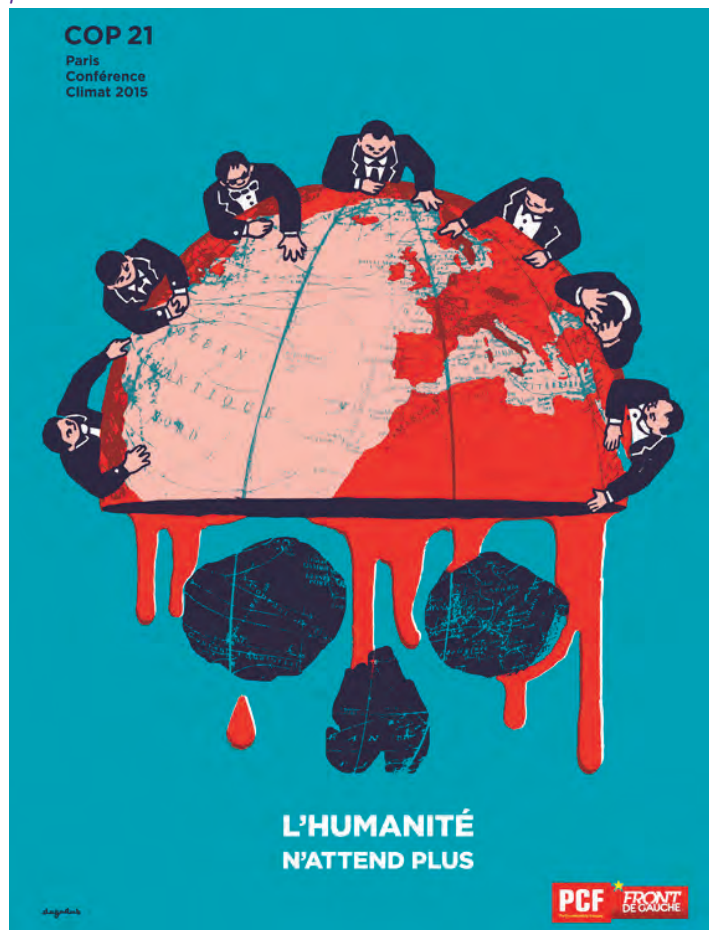
De nombreuses réunions ont et vont continuer de précéder la tenue de la Conférence à la fin de cette année en France : un à un, les grands États, hostiles au principe de solutions différenciées défendues par les pays dits émergents, dévoilent leurs engagements, jouant sur les dates de référence et les taux, et passent sous silence un volet majeur : celui de la responsabilité, à l'heure de la mondialisation capitaliste et de la financiarisation des économies, des entreprises, multi et transnationales en particulier. Ces dernières, qui cherchent à se défaire sur les États, entendent bien tirer profit, au sens propre du terme, des décisions qui pourraient sortir de la COP21. Ce serait sans compter sur l'intervention des citoyens dont la prise de conscience donne lieu à des mobilisations d'ampleur inédite ; ce serait sans compter sur la capacité des peuples à faire cause commune.

C'est ce qui s'est dégagé de la rencontre que le Parti communiste français a initié en septembre 2014 avec une soixantaine de représentants des partis progressistes, communistes et de transformation sociale d'Afrique, d'Amérique latine, du Proche-Orient et d'Asie partageant l'objectif de construire une vision partagée du développement humain durable mondial, une autre mondialisation qui ouvre un droit véritable à l'énergie pour tous, un autre ordonnancement mondial solidaire et démocratique fondé sur la coopération, la paix, le progrès et la justice sociale.

Ces premières discussions ont débouché pour certaines de nos organisations sur l'initiative d'une pétition internationale (disponible sur internet : <http://www.pcf.fr/71505>), lancée en France à l'occasion du Forum européen des alternatives, le 30 mai dernier, qui donne du poids à la convergence de nos actions dans chacun de nos pays. Sa large diffusion donnera à voir la mobilisation internationale de millions de femmes et d'hommes qui entendent peser sur les choix politiques issus de la COP21.

L'Université d'été du PCF, en prémices à la prochaine Fête de l'Humanité, accueillera une table-ronde avec notamment Ibrahima Sène, représentant du PIT-Sénégal, et Jean-Paul Guevara, ambassadeur de Bolivie en France, qui reviendront sur les enjeux à la veille de la tenue de la Conférence internationale et le rôle des forces politiques de la gauche de transformation sociale dans cette bataille.

affiche nationale du  
PCF, signée Dugudus  
réalisée dans la perspective  
de la COP21



Pierre  
Dharreville



responsable  
de la commission  
*Laïcité et relation  
avec les croyants*  
secrétaire  
départemental des  
Bouches du Rhône

## quand le Pape François parle d'environnement

L'encyclique *Laudato si'*\*, que le Pape François vient de publier, a rencontré un écho majeur tout autour de la planète. Avec son style et sa parole libres, il y évoque le défi de la planète, «notre maison commune», malade «en raison des dégâts que nous lui causons par l'utilisation irresponsable et par l'abus des biens que Dieu a déposés en elle», faisant observer au passage que «notre propre corps est constitué d'éléments de la planète...».

La plume n'est pas trempée dans de l'eau tiède et ne cède pas au simplisme et à l'incantation, elle rentre dans le concret des problèmes, ceux du changement climatique, de la pollution, de la biodiversité... «L'environnement humain et l'environnement naturel se dégradent ensemble et nous ne pourrions pas affronter adéquatement la dégradation de l'environnement si nous ne prêtons pas attention aux causes qui sont en rapport avec la dégradation humaine et sociale.» C'est l'un des axes qui porte l'encyclique, engagée dans une réflexion aux accents politiques.

Il y évoque en effet la «dette écologique», liée à la domination exercée par les pays du Nord sur ceux du Sud. Il y critique «La faiblesse de la réaction politique internationale», jugée «frappante», et «la soumission de la politique à la technologie et aux finances» qui «se révèle dans l'échec des Sommets mondiaux sur

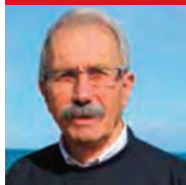
l'environnement». Selon lui, «il y a trop d'intérêts particuliers, et très facilement l'intérêt économique arrive à prévaloir sur le bien commun et à manipuler l'information pour ne pas voir affectés ses projets ».

Le Pape François appelle de ses vœux «de nouveaux modèles de progrès». Il affirme : «La politique ne doit pas se soumettre à l'économie et celle-ci ne doit pas se soumettre aux diktats ni au paradigme d'efficacité de la technocratie. Aujourd'hui, en pensant au bien commun, nous avons impérieusement besoin que la politique et l'économie, en dialogue, se mettent résolument au service de la vie, spécialement de la vie humaine. Sauver les banques à tout prix, en en faisant payer le prix à la population, sans la ferme décision de revoir et de réformer le système dans son ensemble, réaffirme une emprise absolue des finances qui n'a pas d'avenir et qui pourra seulement générer de nouvelles crises après une longue, coûteuse et apparente guérison.»

L'encyclique *Laudato si'* constitue une contribution importante au débat engagé à l'aube de la COP21. Elle ouvre des espaces de dialogue avec les catholiques et de construction dans la société pour affronter le défi climatique et écologique.

\* *Loué sois-tu-Laudato si'*, Pape François, conférence des évêques de France, éditions Bayard

François Cosserat



président  
du MNLE  
(Mouvement national de lutte pour  
l'environnement)

## marquer le terrain de la COP 21

Les échecs des actions menées ces dernières vingt années pour maîtriser le risque climatique doivent nous interroger sur le fond. Pour l'essentiel, les mesures proposées concernent l'amélioration de l'efficacité énergétique, les substitutions d'énergies et le stockage du gaz carbonique. Le risque est instrumentalisé. Le climat devient une bonne affaire. Or le risque climatique ne pourra pas être maîtrisé sans une profonde remise en cause de la manière de produire et de consommer qui appelle au renversement du modèle économique.

L'humanité doit faire face à des défis énormes : démographie, climat, limites de ressources, érosion de la biodiversité. La précarité et la dévalorisation du travail, les inégalités sociales croissantes augmentent la misère et le mal-être. La nature est un artéfact. Les politiques pour y faire face sont dérisoires et contre performantes car tournées vers la recherche du profit. La pression sur la nature est trop forte. Un sentiment d'impuissance se répand qui n'est pas exempt de colère.

Il faut renverser l'approche, placer la définition des usages en prémisses et ouvrir le

champ des moyens en y plaçant les mesures énergétiques (efficacité et substitution). Ce renversement concerne avant tout l'action publique. Instrumentaliser le risque revient à donner le primat au produit, à la réponse individuelle placée face au marketing, à la norme et à la fiscalité.

Prendre d'abord en compte les usages donne de l'importance aux rapports citoyens/pouvoirs publics, planification, civisme, services publics donc à la démocratie. C'est une dimension politique.

Ce constat est de plus en plus dans des discours mais se traduit très mal dans la préparation de la COP 21. Il est encore temps de changer de braquet.

Il ne s'agit pas de boudier la manifestation officielle. Le MNLE propose, entre autres choses, que les forces syndicales, associatives et politiques qui agissent pour la construction d'une autre société respectueuse de l'homme et de son travail, de la nature, se fassent concrètement entendre sur de nouvelles politiques de l'habitat, de la mobilité, de l'agriculture, de l'industrie et du co-développement.



## ÉVÉNEMENTS

- Rendez-vous les 28, 29 et 30 août à l'université d'été du PCF aux Karellis. L'écologie en débat :
  - L'écologie entre finance, multinationale et marchandisation ».
  - La sécurité industrielle en débat.
  - Table ronde internationale sur le changement climatique.
  - Comment l'écologie peut sauver l'économie ?
  - Les conséquences sur l'eau du changement climatique.
  - Quelle politique de transition énergétique ?
- Rendez-vous les 11, 12, 13 septembre à la Fête de l'Humanité autour de l'espace *Climat* au stand du Conseil national. Inscrivez-vous auprès de jyoudom@pcf.fr pour y participer.
- Rendez-vous au siège du PCF, place du Colonel-Fabien à Paris, le 7 novembre, pour des ateliers de débats et de propositions autour des enjeux liés au changement climatique.
- Le rapport de la commission d'enquête sénatoriale du 16 juillet, sur le coût économique et financier de la pollution atmosphérique, est édifiant. Il y a un lien clair entre cette pollution et la mortalité prématurée. Selon l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) 3,7 millions de personnes sont décédées prématurément en 2012. Le secteur des transports est principalement mis en cause dans l'émission de particules fines. Cette pollution coûterait environ 100 milliards d'euros à la France. Voilà un beau programme de prévention et d'économies ! (senat.fr/rap/r14-610-1)

## INFORMATIONS

- Deux dossiers font le point sur la situation à Fukushima. La revue RGN mars-avril 2015 n°2 ([www.sfen.org](http://www.sfen.org)) et les journées de la Société française de radioprotection des 11 et 12 mars 2015 ([www.sfrp.asso.fr](http://www.sfrp.asso.fr)).
- La direction de la raffinerie Total de pétrole de La Mède dans les Bouches-du-Rhône serait destinée à devenir une usine de traitement d'huile de palme en agro-carburant de première génération. 180 postes de travail sont menacés. Ce n'est visiblement pas l'écologie et la « transition énergétique » qui motivent Total !
- « La Seine-Saint-Denis n'a pas besoin d'un « Central Park ». Dans un article de *l'Humanité* quotidienne, P. Le Hyaric s'insurge contre le saccage du parc G. Valbon. En matière d'écologie urbaine, il y a mieux à faire que de construire une ville sur ce remarquable espace de verdure.
- Les derniers résultats scientifiques montrent qu'il y a bien une augmentation du niveau moyen des mers due au réchauffement climatique. Depuis la fin du 19ème siècle, la montée des eaux serait de 2 mm par an. ([www.cnrs.fr/cw/dossiers/dos-climat1](http://www.cnrs.fr/cw/dossiers/dos-climat1))

## À LIRE ET DIFFUSER

**Recherches Internationales** janvier-mars 2015 n°102, avec un dossier « Agricultures et alimentation mondiales » coordonné par X. Compain qui signe un article sur « Planète et climat, une réforme agraire internationale »

**Progressistes** n°8. Avril-mai-Juin 2015. Dossier sur l'agriculture

**Communiqué commun du PCF et du MNLE** (Mouvement national de lutte pour l'environnement) du 20.07.2015 : « Agir pour le succès de la COP 21 » à retrouver sur le site [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)

**Intervention de J.P. Bosino**, sénateur CRC de l'Oise le 9.07.2015 sur la transition énergétique, à retrouver sur le site du groupe communiste et citoyen du Sénat

**La loi de transition énergétique a été votée** : dans un communiqué (23.07.2015) le PCF note son insatisfaction; par exemple l'absence de développement des transports ferrés et le recul de la maîtrise publique de l'énergie ([www.pcf.fr/73174](http://www.pcf.fr/73174))



## LIVRES ET PUBLICATIONS

**Introduction à l'histoire environnementale**, J. B. Fressoz, F. Graber, L. Locher, G. Quenet  
Ed. La Découverte. Repères. 2014

**Naturellement**, revue du MNLE n° 119, juillet 2015, dossier sur l'économie circulaire et les poussières

Pour accéder au Panorama Cop 21 du pôle documentaire de la DEA du CG 93 :  
tél. 01 43 93 66 53 ou [doc-environnement@cg93.fr](mailto:doc-environnement@cg93.fr)